

TALENT UP

SUPPLÉMENT FORMATION BY **MAG2LYON**



2026

Industrie et Transition écologique **DES VOIES D'AVENIR**



École de Production

BTS BACHELOR BAC +5

**FORMATIONS
RECONNUES
PAR L'ÉTAT**

PLUS D'INFORMATIONS
SUR WWW.EKLYA.FR



CCI LYON METROPOLE
SAINT-ETIENNE ROANNE





Supplément de

MAG2LYON

édité par

COOP MAG

ECHANTILLON

"Les formations professionnalisantes se multiplient dans la région, avant et après le bac'. Conçues par des enseignants en collaboration avec des entreprises, elles offrent de réels débouchés. Par ailleurs, Auvergne-Rhône-Alpes se distingue toujours par le dynamisme de ses universités et de ses grandes écoles qui ont, elles-aussi, pris le virage écologique. Mag2Lyon a sélectionné quelques articles publiés sur ce sujet dans son mensuel et ses hors-séries pour ce supplément spécial Mondial des Métiers à Lyon."

Lionel Favrot - Directeur de la rédaction

MAG2LYON

Mag2Lyon mensuel d'informations généraliste indépendant, est diffusé dans la région lyonnaise, par abonnement et en version numérique sur journals.fr.
Bon de commande en page 19 de ce supplément.



VIDEO
Visiter les industries
de la région avec

MAG2LYON



Manufacture
Bois-Paille

ENVIRONNEMENT

ISE "Beaucoup de mise en pratique" 4

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

emlyon business school : "Penser pour agir en Anthropocène"" 6

PACKAGING ET DESIGN

Des profils pluridisciplinaires 9

FONCTION PUBLIQUE

ENFIP : A l'école des impôts 12

ECOLE DE PRODUCTION

Ecole de production : des menuisiers dans le Forez 16



Manufacture
Bois-Paille



Chamatex



TRAC-C



Fermob

Talent Up 1, supplément gratuit diffusé à l'occasion du Mondial des métiers décembre 2025 édité par Coop' Mag, 28 avenue Général de Gaulle, 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon. Mail : redaction@mag2lyon.com | Mag2Lyon, le magazine indépendant de la région lyonnaise publié par Coop' Mag, une entreprise contrôlée par ses journalistes-associés pour garantir sa liberté éditoriale. Directeur de la publication et de la rédaction : Lionel Favrot l.favrot@mag2lyon.com | Rédactrice en chef : Maud Guillot m.guillot@mag2lyon.com | Conception graphique : Coralie.Vignolles@gmail.com | Service commercial : direction@mag2lyon.com | N° de commission paritaire 1 114 1 90015. ISSN : 430-414X. Couverture : ©Fédération des Ecoles de Production. Impression 100 % locale : Papier PEFC, encres offset végétales primaires formulées sans huile minérale - Imprimeur Augagneur Villefranche-sur-Saône (Rhône).



Alix Bouwyn



©LIONEL FAVROT

“Beaucoup de mise en pratique”

Fondé il y a 32 ans, l’Institut supérieur de l’environnement n’a pas attendu la prise de conscience actuelle pour se consacrer aux enjeux de la transition écologique. L’ISE reste une référence parmi les formations spécialisées. Entretien avec Alix Bouwyn, la directrice de son campus lyonnais ouvert en 2022. Par Lionel Favrot

Qui a fondé l’ISE en 1993 ?

Alix Bouwyn : Michèle Tirard-Mullié. Professeure de chimie dans la région parisienne, elle avait été très sensible au Sommet de la Terre organisé en 1992 à Rio. Cette universitaire considérait qu’il était temps d’enseigner le développement durable aux étudiants mais elle n’a pas eu l’écoute de sa direction. Elle a donc décidé de créer sa propre école Bac+5 à Saint-Quentin-en-Yvelines. Ce n’était pas une initiative courante à l’époque contrairement à la période actuelle où les écoles supérieures privées se multiplient. Michèle Tirard-Mullié était avant-gardiste. Il y a dix ans, l’ISE a été rachetée par Armand de Coussergues qui l’a déménagée à Versailles (voir encadré).

Quelles étaient les bases de cette formation ?

Le droit de l’environnement et l’ingénierie environnementale. Ce sont encore les deux piliers de l’école aujourd’hui. Dès le départ, l’ISE ne s’est pas positionnée comme une école d’ingénieur ou de commerce de plus, et cette stratégie s’est révélée pertinente.

Vous-même, qu'est-ce qui vous a amenée à prendre la direction de l’ISE à Lyon ?

Née à Roanne, j’ai vécu à la Pacaudière. Au lycée, en 1^{ère}, on a eu des cours qui nous ouvraient aux problématiques du développement durable. Un choc. Quand je suis entrée à HEC en 2006, je savais déjà que le voulais travailler dans le développement durable.

À cette époque, les écoles de commerce s’ouvraient déjà à cette thématique ?

Pas vraiment. Sur une promotion de 500 élèves, on était à peine une vingtaine à ne pas vouloir faire du “business as usual”. Lors d’un stage chez GreenFlex, un cabinet de conseil en développement durable, je me suis également intéressé

aux enjeux sociaux. Après mon diplôme, en 2010, j’avais envie d’agir, avec un impact visible. Je voulais travailler dans une association mais le salaire proposé ne permettait pas de rembourser mon prêt étudiant.

Avez-vous pu vous engager quand même dans cette voie ?

Oui, j’ai travaillé à la Financière de l’Echiquier, une société de gestion d’actifs, où j’ai structuré une stratégie RSE. On finançait des programmes de lutte pour l’égalité des chances. Exemple: un programme pour des jeunes issus de milieux modestes pris en classes préparatoires aux grandes écoles à Paris. Ils n’avaient pas les moyens de se loger à proximité et ils avaient aussi besoin d’être accompagnés pour minimiser le fossé qui se crée dès le plus jeune âge entre des jeunes issus de familles où les études longues sont la norme et ceux qui viennent d’un milieu où personne n’en a fait. Nous sommes passés de 5 étudiants accompagnés la première année à 50 quand j’en suis parti neuf ans plus tard. On les logeait gratuitement et j’ai monté tout un programme d’accompagnement académique, psychologique et pré-professionnel. Hyper intéressant !

Vous avez suivi la carrière de ces jeunes ?

Oui, grâce à LinkedIn, j’ai régulièrement des nouvelles. J’ai ensuite travaillé un an sur le projet de la Salle à Manger, un restaurant solidaire et anti-gaspi de l’association la Maison de l’amitié. Accueillant des salariés des tours de la Défense et des personnes sans abri pour favoriser la mixité sociale, il fonctionne très bien aujourd’hui. Ça fait très plaisir à voir. J’avais envie de venir travailler à Lyon et Armand de Coussergue, un ancien collègue de la Financière de l’Echiquier, m’a proposé d’ouvrir ce campus de l’ISE à Lyon en 2022, en même temps qu’il ouvrait Paris et un an avant d’ouvrir Nantes.

Est-ce qu'il y a des points communs entre vos missions passées et votre rôle de directrice d'école aujourd'hui?

C'est évident! J'ai retrouvé les mêmes enjeux. L'ISE Paris nous envoie des maquettes pédagogiques. Ce sont des tableaux Excel. Il faut mettre tout ça en musique pour que tout soit cohérent mais sans redondance. Il faut aussi identifier les bons formateurs, notamment grâce à des plateformes comme Tenors. J'ai eu la chance d'être incubée à l'ECEMA dans le 7^e arrondissement de Lyon, ce qui m'a permis de nouer des contacts professionnels. On doit aussi recruter et accompagner des étudiants à des âges où, s'ils rencontrent des adultes qui prennent au sérieux leurs projets et leurs questions, peuvent changer leur vision de l'avenir et faire naître de l'espoir.

Quelles formations proposez-vous actuellement?

Armand de Coussergues a structuré l'école avec des formations de plus en plus spécialisées pour répondre aux besoins du marché. Il a obtenu un titre RNCP pour développer l'alternance. On a donc le BTS Gestion et protection de la nature qui permet de rentrer directement sur le marché du travail. Les étudiants peuvent également choisir d'aller jusqu'au bachelor 3 avec, par exemple, un parcours qualité, santé, sécurité, environnement puis un Master 1 et 2. Certains arrivent directement pour rejoindre le Bachelor 3 ou un des masters 2.

Qu'est-ce qu'on apprend à l'ISE aujourd'hui?

Nos fondamentaux restent le droit de l'environnement et l'ingénierie environnementale, avec la gestion des espaces naturels, des déchets, de l'eau, les enjeux de pollution et dépollution. Après, en fonction des spécialités, on va adapter. En BTS conservation des milieux naturels, on aborde l'éducation à l'environnement. En parcours qualité, santé, sécurité, environnement, on forme au management des risques environnementaux dans des milieux variés, en particulier industriels. En master Management ingénierie et droit de l'environnement, on va parler des différentes normes ISO, de la réglementation ICPE, en Master 2 RSE, évidemment tout ce qui permet de déployer cette démarche RSE aussi bien dans une association qu'une entreprise ou une collectivité. Le Master 2 biodiversité et génie écologique cible les projets de préservation de la biodiversité pour accompagner par exemple ceux qui vont construire une autoroute ou un grand centre commercial dans la mise en œuvre des mesures qu'impose la réglementation.

Justement, ces normes évoluent régulièrement!

Cela demande d'être très agile. D'où l'importance de s'appuyer sur des professionnels qui pratiquent cette instabilité au quotidien. Actuellement, en RSE, on va parler de la CSRD et du reporting sur les critères extra-financiers. Il y a beaucoup de mises en pratique. L'objectif n'est pas juste de former les étudiants aux normes actuelles mais de les rendre capables de s'approprier les futures évolutions réglementaires. Ils peuvent aussi compter sur la formation continue: bilan carbone, les achats responsables... où on revoit nos alumni. Moi, pendant des années, j'ai pratiqué le reporting extra-financier d'une certaine façon. Quand la CSRD est apparue, la décrypter toute seule n'avait rien d'évident.

Vous offrez vraiment des débouchés?

Oui, on a une très bonne insertion dans les métiers visés de responsables RSE ou QHSE, en particulier dans l'industrie, et dans les bureaux d'études en biodiversité. À Paris, on a une spécialité bâtiment durable portée par la réglementation la RE 2020, le décret tertiaire et toutes les labellisations de la rénovation énergétique.

La polémique sur les abus de l'enseignement supérieur privé vous inquiète?

On l'identifie évidemment comme un facteur de risque car il y a un enjeu de réputation pour le secteur. Beaucoup de fonds publics ont été investis dans l'apprentissage suite au COVID et une bulle s'est formée dans ce secteur de l'enseignement privé.

Cette bulle concerne aussi les écoles spécialisées dans la transition?

Oui. Il y a trois ans les métiers de la RSE étaient en tension. Les entreprises n'arrivaient pas à recruter suffisamment de responsables RSE bien formés. Les écoles sur le sujet se sont donc multipliées mais il y a toujours des acteurs historiques sérieux comme l'ISE. Et on n'est pas les seuls. Je pense par exemple à l'IET Lyon. À travers l'apprentissage, on touche des subventions publiques et il est fondamental qu'on utilise ces fonds pour délivrer des formations utiles et de qualité à nos étudiants. À nous de démontrer qu'on fait bien notre travail.■

UNE DEMANDE CROISSANTE

Armand de Coussergues a repris et développé l'ISE.

Qu'avez-vous apporté en reprenant l'ISE?

Armand de Coussergues: C'était une école avec un campus, un parcours de formation unique et une modalité d'enseignement uniques. Aujourd'hui, on a cinq campus et plusieurs parcours de formation. On a aussi fait le choix de s'ouvrir aux actifs avec la formation professionnelle. On a vraiment étendu le périmètre de l'école depuis 10 ans. On a mis les moyens pour répondre à une demande qui était croissante.

Le profil des étudiants a évolué?

Je n'étais pas là à l'ouverture en 1993 mais ce qui reste d'actualité, c'est que ce n'est pas un choix d'études par défaut. Il y a un véritable engagement de nos étudiants en faveur de la transition écologique. Ils ne sont pas là par hasard mais pour essayer de trouver un projet professionnel compatible avec leurs valeurs.

Combien d'étudiants accueillez-vous?

750 étudiants et apprenants, des formations courtes de trois mois jusqu'aux Masters.

Avez-vous des anciens étudiants qui occupent des fonctions importantes aujourd'hui?

Oui mais la plupart sont à des postes discrets. On peut quand même citer Clémentine Pacitti, Chief Sustainability Officer chez Klépierre, leader européen des centres commerciaux, et Cédric Nicard, directeur ESG chez CBRE, spécialisé dans le conseil et la commercialisation de biens immobiliers.

Bénédicte Bost



“Penser pour agir en Anthropocène”

L'emlyon business school a revu ses cours pour intégrer les enjeux de la transition sociale et environnementale. Sa référence : les 17 objectifs de développement durable de l'ONU. Les explications de Bénédicte Bost, directrice de l'engagement social et environnemental et membre du Comité Exécutif de cette grande école de management. Par Lionel Favrot

“Pour les sujets de soutenabilité, on est face aux impacts des limites planétaires sur notre économie. Ce n'est plus une question de conviction personnelle. C'est l'environnement dans lequel on se situe”

Comment l'EM Lyon s'est ouverte à ces enjeux de la transition écologique?

Bénédicte Bost: Elle est devenue société à mission en 2021. Notre raison d'être: *“former et accompagner tout au long de leur vie des personnes éclairées qui transforment les organisations avec efficacité pour une société plus juste, solidaire et respectueuse de la planète”*. On a donc décliné cet engagement dans trois axes principaux avec une approche systémique: la formation, la recherche et notre propre fonctionnement. On veut vraiment valoriser la création de valeur économique en adéquation avec la création de valeur sociale, de valeur environnementale et dans une vision long terme.

Vos formations ont évolué?

Oui, nos enseignants-chercheurs ont créé une nouvelle méthodologie, SDG Inside, pour intégrer dans nos formations la RSE et les 17 objectifs de développement durable de l'ONU (Sustainable Development Goals). 87% de nos cours ont été évalués et revus à l'aune de ce référentiel. On a identifié 34 compétences axées sur la durabilité en matière éthique, juridique, RH, finance... On les adapte évidemment au niveau d'étude.

Avez-vous attendu d'être une société à mission pour vous engager dans cette voie?

Non. L'un de nos trois cours fondamentaux sur ces sujets, le programme d'engagement responsable, a été créé en 2016. Les étudiants doivent effectuer un minimum de

50 heures en tant que bénévole dans des associations à impact social ou environnemental. On leur demande ensuite d'avoir une posture réflexive sur ce qu'ils ont appris avec des cours associés d'entrepreneuriat social. En 2024, c'est 1 584 étudiants qui se sont engagés dans l'une des 86 associations partenaires. Le cours Agir pour la planète a été créé en 2021 pour introduire à la complexité des enjeux climat-énergie-société afin d'établir un diagnostic et des recommandations dans des situations réelles. On a également un module de prospective, *“Futurs durables”*, où les étudiants imaginent des futurs alternatifs pour 200 entreprises partenaires qui viennent proposer des cas concrets.

L'acclimation des professeurs et des étudiants à ces nouvelles thématiques vous a-t-elle semblé naturelle ou avez-vous constaté des résistances?

Côté étudiants, on avait une demande croissante que les enseignements bougent. Quant aux enseignants-chercheurs, ils font évoluer leurs travaux au regard des évolutions de la société. Pour les sujets de soutenabilité, on est face aux impacts des limites planétaires sur notre économie. Ce n'est plus une question de conviction personnelle. C'est l'environnement dans lequel on se situe qui évolue. Les financiers, par exemple, doivent respecter des normes qu'ils soient convaincus ou non à titre personnel. D'ailleurs, notre objectif n'est absolument pas d'être dogmatique. S'il y a un frein,

c'est plutôt le temps d'appropriation de ces enjeux. Face aux changements, vous aurez toujours des gens qui sont moteurs et d'autres qui restent indifférents!

Quelques exemples d'enseignements?

Les principes fondamentaux de la gestion stratégique et de la synthèse de systèmes complexes, les tendances et scénarios de la RSE, la gouvernance RSE, le marketing éthique, le leadership inclusif, le rôle des RH dans la durabilité, la comptabilité de gestion RSE dans la chaîne d'approvisionnement...

“On a des cours de prospectives sur la consommation pour intégrer des compétences en produits durables. On veut éviter la création de faux besoins ou l'accélération de l'hyperconsommation”

Comment comptez-vous apprendre à vos étudiants à concilier marketing et éthique?

On a des cours de prospectives sur la consommation pour intégrer des compétences en produits durables. On veut éviter la création de faux besoins ou l'accélération de l'hyperconsommation. On propose aussi ►

EM LYON: 600 ALUMNI DANS LA “SUSTAINABILITY”

Quels anciens élèves de l'EM Lyon occupent ces fonctions?

Bénédicte Bost: Nous avons identifié près de 600 alumni qui travaillent dans des fonctions à impact. Je peux citer Barbara Bressand Sussfeld, Global VP CSR & Sustainability à L'Oréal Paris L'Oréal, Véronique Loctin, Directrice RSE de la Société générale, Audrey Leclerc, Director of Sustainability Siplec E.Leclerc, Sarah Caetano, Climate consultant KPMG, Kristin Davies Sustainability Communication Director de Decathlon, Tanguy Moulin-Fournier, Group Head of Procurement Sustainability Engie, Sophie Flak, Exec. Board member on charge of sustainability, impact and tech Eurazeo, Octave Kleynjans, directeur Impact Lab du Mouvement Impact France, Fabien Figula Letord, Fondateur d'AFL Diversity.

à nos étudiants d'avoir un esprit critique face au greenwashing, à l'impact environnemental des plateformes numériques...

L'EM Lyon propose-t-elle également des formations spécialisées en matière de transition écolologique et sociale ?

Oui, avoir révisé nos cours ne nous empêche pas de proposer des formations spécifiques aux enjeux de durabilité avec le Master of Science Leading Sustainable Transformation, consacré à la conduite du changement et délivré en anglais, ainsi que le Bachelor of Science Data Science For a Responsible business avec Centrale Lyon. Sans oublier un Master en management de la transition énergétique.

“Aujourd’hui, il y a une espèce de tentation du grand renoncement. C'est le rôle des institutions d'enseignement supérieur, et singulièrement des écoles de management de lutter contre cette tentation et de donner les compétences qui le permettent”

Qu'espérez-vous avec ces enseignements ?

L'objectif, c'est vraiment que demain, quels que soient les secteurs d'activité, les métiers et leurs fonctions, RH ou financiers, nos étudiants intègrent dans leurs pratiques les enjeux de soutenabilité et de durabilité sociale et environnementale. Certains exercent des fonctions de RSE ou de Sustainability dans des organisations, d'autres travaillent dans des fonds à impact, dans l'économie sociale et solidaire...

En parallèle à cette évolution de nos cours, on a agi au niveau du fonctionnement de l'école. Notre nouveau campus est aux meilleures

normes environnementales. On a énormément de projets autour du développement durable et on a une politique sociale très affirmée. Les 33 associations étudiantes et collectifs de l'EM Lyon se sont aussi engagées, en février 2024, à signer et à respecter la Charte d'engagement RSE qu'elles ont co-construite avec l'école. On a donc aligné les enseignements, la pratique et le fonctionnement de l'école.

L'élection de Trump et toute cette vague de contestation des alertes des scientifiques ne vous inquiètent pas ?

Aujourd'hui, il y a une espèce de tentation du grand renoncement. Il ne faut pas se laisser embarquer par ces discours de retour en arrière. C'est le rôle des institutions d'enseignement supérieur, justement, et singulièrement des écoles de management de lutter contre cette tentation et de donner les compétences qui le permettent. Nous, ce qu'on dit, c'est qu'il faut garder le cap de ces engagements parce que le dérèglement climatique est un des plus grands défis de notre époque. Il y a une nécessité de se saisir de ces sujets-là

due au regard de la recherche scientifique. Au-delà des réglementations actuelles, nos parcours permettent de penser pour agir en Anthropocène. ■

LES DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR MAG2LYON



HORS-SÉRIE : découvrez l'intégralité de ce dossier consacré aux formations à la transition écologique dans le hors-série Développement durable de Mag2Lyon



VIDEO : Reportage : agriculture et alimentation en circuits courts avec la Boule d'Or



Emission : La grande histoire du climat, avec les créateurs de la chaîne YouTube Passé Sauvage

ENTREPRENEURIAT SOCIAL

Fondé et dirigé par Christine Di Domenico, le programme Engagement Responsable de l'EM Lyon récompense chaque année six initiatives portées par ses étudiants en faveur de la transition sociale et écologique.

Seize candidatures avaient été pré-sélectionnées cette année pour les prix de l'Entrepreneuriat Social 2025 de l'EM Lyon business school. Six lauréats ont été récompensés. La remise de ses prix a eu lieu pour la première fois dans le nouveau site de l'EM Lyon à Gerland, dans le 7^e arrondissement. Lionel Favrot, directeur de la rédaction de Mag2Lyon, a participé une nouvelle année au jury et a remis le prix du public. Après un vote en direct, c'est le film d'une maraude lyonnaise d'Urgence Social Rue par Marius Even qui a été choisi. Les cinq autres projets distingués : ODAËL -l'Hôtel de la Seconde Chance d'Audrey Teixeira qui ambitionne de loger des personnes sans-abri et de les réinsérer professionnellement au sein d'un hôtel participatif ouvert à la clientèle; PreSkins lancé par Hugo Cocquet, un prototypage d'une surface thérapeutique pour réduire l'apparition d'escarres chez les personnes en situation d'immobilité prolongée; La Dernière Goutte, un projet du club de foot Lyon-La Duchère - pour sensibiliser à la préservation de la ressource en eau, avec un scénario prospectif de pénurie, en collaboration avec le collège Victor Schœlcher qui a été conçu dans le cadre du module Futurs Durables de l'EM Lyon (voir entretien ci-contre); Les paniers AMAP de NOISE emlyon, une association qui veut "proposer aux étudiants des paniers de fruits et légumes bio, locaux et accessibles tout en les sensibilisant à une alimentation durable", et enfin Impulso avec Emma Ryser partie soutenir l'autonomie financière des femmes en Amérique du Sud en accompagnant le développement de 78 projets de micro-entreprises au cours de six mois de missions, à Otavalo (Équateur), Campeche (Mexique) et Xela (Guatemala) .



Christophe Carral, enseignant-chercheur à l'Université Savoie-Mont Blanc

"Des profils multidisciplinaires"

En France, seulement six BUT (Bachelor universitaire de technologie) proposent une formation PEC (packaging, emballage, conditionnement) ouvrant sur des débouchés variés dans l'industrie. L'une d'elles est installée au Bourget-du-Lac à Chambéry. Présentation par Christophe Carral, enseignant-chercheur à l'Université Savoie-Mont Blanc qui intervient dans ce parcours. Par Lionel Favrot

Qui a eu l'idée de créer cette formation ?

Christophe Carral : C'est Patrice Melé, professeur en chimie des matériaux à l'Université Savoie Mont Blanc, en 2007. Il a porté ce projet d'un DUT Génie Conditionnement et de l'Emballage devenu, en 2021, un BUT Packaging Emballage et Conditionnement en trois ans. En échangeant avec les industriels de la région, Patrice Melé avait senti ce besoin d'une formation spécifique. Il a dirigé ce département les trois premières années puis l'IUT de Chambéry de 2010 à 2020. Il est aujourd'hui vice-président au numérique de l'Université Savoie Mont Blanc.

Comment les entreprises recrutaient pour leurs services packaging avant la création de formations spécialisées ?

Elles prenaient des profils soit plutôt technique et scientifique, soit plutôt marketing ou design, et assuraient une formation complémentaire en fonction de leurs attentes. Nous, on prépare des profils multidisciplinaires capables de faire le lien entre toutes ces parties, de s'adapter à l'ensemble des secteurs industriels : agroalimentaire, cosmétique

ou logistique, et d'évoluer dans leur carrière.

D'un domaine à l'autre, les contraintes sont très différentes ?

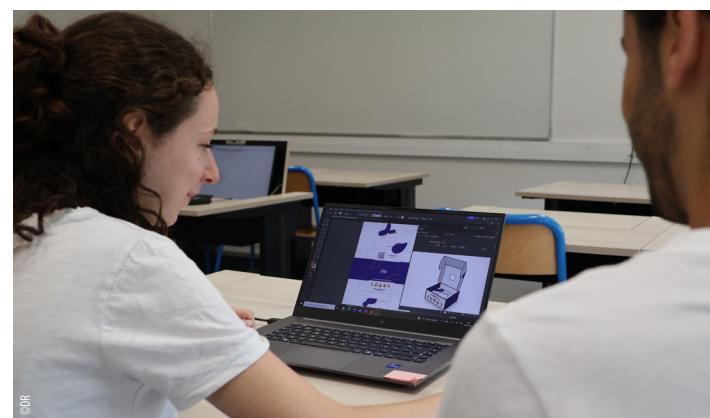
Oui. La contrainte économique est très souvent importante car les entreprises souhaitent généralement diminuer le coût de l'emballage.

Dans le luxe, c'est totalement différent : on peut aller vers des projets plus coûteux. Il y a aussi d'autres cas où l'emballage participe directement au produit. Exemple : les bombes à chantilly. Ce qui implique d'autres contraintes. Il est aussi important que le packaging soit conçu en amont pour optimiser sa fabrication car les emballages peuvent être produits à des centaines de milliers, voire des millions d'exemplaires.

D'où viennent vos étudiants ?

50% bac technologique, 50% bac général. Les lycéens s'inscrivent par Parcoursup et on reçoit en moyenne

300 demandes pour 30 places. On sélectionne après lecture des dossiers et entretien téléphonique. On va avantager ceux qui ont choisi des options scientifiques et techniques, mais on reste ouvert à tous les profils. Cependant, les BUT PEC sont encore peu visibles en France.



Les étudiants du BUT PEC du Bourget-du-Lac près de Chambéry, ont accès à des équipements professionnels.

Comment dépassiez-vous ces problèmes de visibilité ?

On communique beaucoup auprès des lycéens, notamment à l'occasion ►

« Nos étudiants ont un bagage pour trouver un poste en entreprise au bout des trois ans de ce BUT. Que ce soit dans la conception carton, la cosmétique ou le travail d'homologation. »

des salons comme le Mondial des Métiers. On travaille avec les organisations de la filière pour la développer comme l'IPC* et l'AFIFOR*. Les lycéens doivent souvent passer au-delà de la réticence de leurs parents qui sous-estiment la qualité de la formation et la diversité des débouchés. Dès qu'ils commencent à mieux connaître la formation, ils sont intéressés par cette approche qui associe des dimensions créative, scientifique et technique. Les promotions sont petites avec très peu d'échecs et quelques reconversions en cours de route. On intègre aussi des étudiants en 2e année par un système de passerelle avec d'autres formations.

Quels cours suivent les étudiants en BUT PEC ?

On reprend les fondamentaux puis on évolue de manière croissante vers des sujets plus complexes. 30 % de la formation est effectuée par des professionnels, c'est le principe des IUT. Les autres cours sont donnés par des enseignants et enseignants-chercheurs. En trois ans, les étudiants travaillent sur les matériaux, donc l'aspect mécanique et physique, la partie procédé et le design. Tout au long de la formation, on organise des SAE, des situations d'apprentissage et d'évaluation qui durent chacune un semestre pendant lequel les étudiants vont réaliser un projet de A à Z. Les étudiants travaillent par équipe et proposent des concepts avec des maquettes et un graphisme.

Quels sont les intervenants récurrents ?

François Vaujany d'Alpes Packaging, une société de Rumilly qui nous accompagne depuis le début de la formation pour la partie présentation sur le lieu de vente. C'est-à-dire toute la PLV qu'on retrouve aussi



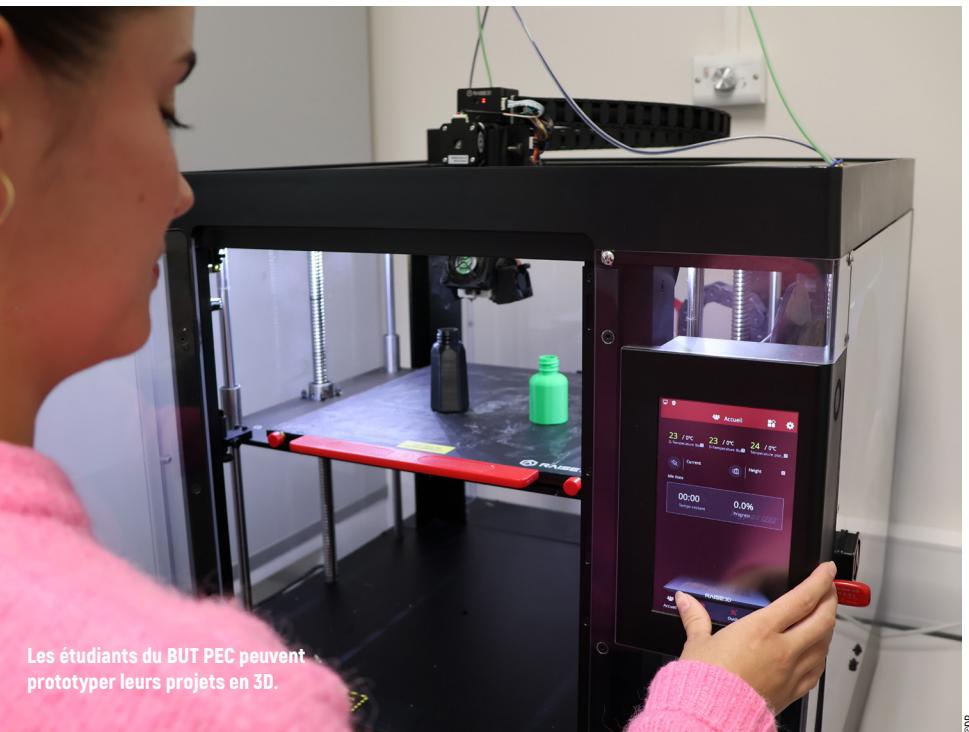
La table de découpe de l'atelier du BUT PEC.

©DR

bien dans les pharmacies que dans les grandes et moyennes surfaces. On peut également citer Antoine Lathoud qui dirige le site de Cartonnage de Vaucanson à Romans-sur-Isère, et Karine Lières-André, consultante en marketing.

Comment se déroule l'immersion dans le monde professionnel ?

Ils sont en stage dès la deuxième année et la troisième année se fait exclusivement en alternance. On a aussi des partenariats sous forme de workshop. Exemple : en juin 2025, dans le cadre du Projet mission inclusion, les premières années devaient proposer un jeu et son emballage pour Steve Weyn de la société De Vous à l'Autre qui travaille sur la santé mentale et l'inclusion professionnelle. En deuxième année, on travaille sur le carton avec des vacataires issus de l'industrie, qui apportent des sujets concrets. Ce qui évite de ne faire que des sujets purement scolaires. En début de 3e année, depuis trois ans, en partenariat avec l'AFM Téléthon Savoie et Nathalie Colin-Cocchi, sa coordinatrice départementale, on conçoit et on fabrique, avec les moyens de l'IUT, 300 boîtes pour cette association.



Les étudiants du BUT PEC peuvent prototyper leurs projets en 3D.

Avez-vous tout le matériel technique nécessaire ?

Oui, à l'occasion de notre installation dans une nouvelle aile de l'IUT en 2020, on a également obtenu des dotations pour investir. Les étudiants ont donc accès à des machines d'impression 3D, de prototypage 3D, de thermoformage ou encore une table de découpe. Des outils similaires au bureau d'études d'une entreprise. Sans oublier toute la partie logicielle : suite Adobe, SolidWorks, ArtiosCAD...

Intégrez-vous la dimension environnementale ?

Bien sûr, on donne les méthodologies d'éco-conception dès le début de la première année. Pour établir un bilan d'impact environnemental des emballages, on utilise la solution d'ASKOR qui nous accompagne avec un outil spécifique. Pour la partie matériaux, on est en partenariat avec Citeo pour identifier ceux qui sont recyclables, de même que les filières de tri et de recyclage qui évoluent beaucoup ces derniers temps. On est aussi en contact avec le Conseil National de l'Emballage.

Il y a donc vraiment des débouchés ?

Oui, on est clairement dans un secteur en tension. Nos étudiants ont un bagage pour trouver un poste en entreprise au bout des trois ans de ce BUT. Que ce soit dans la conception carton, la cosmétique ou le travail d'homologation, c'est-à-dire tous les tests sur les emballages pour qu'ils soient aptes à

l'utilisation. Tous ne restent pas dans le secteur packaging. Ils peuvent également poursuivre leurs études vers des bac+5 d'écoles d'ingénieurs dans d'autres domaines.

Où les étudiants peuvent-ils poursuivre leurs études après un BUT PEC ?

A l'ESEPAC** plutôt orientée packaging, au Puy-en-Velay, en Haute-Loire, à l'ESIREIMS dans la Marne et à l'ISIP près d'Angoulême, deux écoles d'ingénieurs plutôt orientées matériaux. Certains étudiants vont à l'INP-Pagora, une école d'ingénieur de Grenoble qui travaillent autour de la cellulose, du carton et du papier. D'autres étudiants vont vers une formation plus typée design de produits. ■



Mission Inclusion : le projet des 1ère années du BUT PEC retenu par la société De Vous à l'Autre qui intervient dans l'inclusion professionnelle, notamment les problèmes de confiance en soi.



Les 3e année du BUT PEC réalisent des boîtes pour le Téléthon Savoie.

*IPC : Industrie Papier Carton, AFIFOR Association Filière Formation de l'Industrie Papier Carton **ESEPAC: Ecole Supérieure de Packaging, ESIREIMS: Ecole nationale Supérieure d'Ingénieurs de Reims, ISIP Institut Supérieur d'Ingenierie Packaging, INP-Pagora-UGA École internationale du papier, de la communication imprimée et des biomatériaux

COLORATION

Six BUT PEC (packaging, emballage, conditionnement) existent en France : Reims, Avignon, Chambéry, Castres, Évreux et la toute dernière, Dôle. Chacune de ces formations a une "coloration" souvent liée à son environnement économique. Chambéry est plutôt réputée pour sa formation design-conception-matériaux avec la proximité de la Plastic Valley près d'Yonnax, Castres plutôt sur la logistique, Évreux pour les procédés, Reims très orientée sur le verre du fait du champagne... Quelques exemples d'alumni : Mathilde Dumas, diplômée en 2023 et directement recrutée en CDI comme cheffe de projet conception et optimisation d'emballage par Alpes Packaging après son alternance BUT PEC. Mais aussi Antoine Latthoud, diplômé en 2012 et actuel enseignant, qui travaille chez Cartonnage de Vaucanson, Laura Fieux, diplômée en 2020 qui a travaillé chez Amcor, aujourd'hui animatrice qualité chez Saica Group en Bourgogne. Les deux ont obtenu le DUT PEC puis une licence professionnelle de Design, le premier à l'Université Savoie Mont Blanc et la deuxième à l'Université de Pau. Ou encore Bianca Millet, actuellement chez Mainjolle en Nouvelle-Aquitaine. Elle a été diplômée en 2022 du BUT PEC puis de l'ISIP où elle a suivi le cursus Ingénieur packaging et celui d'Ingénieur génie des matériaux (CNAM) associé.

Le site de l'ENFIP
au Fort de Vaise.



À l'école des impôts

L'ENFIP, située dans le Fort Saint-Jean rénové, en surplomb de la Saône, forme les contrôleurs des impôts. Atteinte comme toute la fonction publique par la crise des vocations, elle a trouvé les moyens d'améliorer son attractivité. Entretien avec Yannick Girault, directeur national de cette école, également président du Réseau des écoles de services publics, Sandrine Alix, directrice de cet établissement lyonnais et Elodie Freydier, déléguée générale du Réseau des écoles de service public. Par Lionel Favrot



Yannick Girault

© LIONEL FAVROT

Sandrine Alix

© LIONEL FAVROT

Comment cette école des impôts s'est-elle installée à Lyon?

Yannick Girault et Sandrine Alix: L'ENFIP est née le 1^{er} mars 2004 quand le ministère des Finances a acheté le Fort Saint-Jean au ministère de la Défense. Sa restauration a été confiée à l'architecte lyonnais Pierre Vurpas, spécialiste du patrimoine. La formation des contrôleurs stagiaires des finances publiques a été concentrée sur ce site qui peut accueillir jusqu'à 600 élèves. C'est une formation initiale pour dispenser les fondamentaux.

Existe-t-il d'autres établissements comparables?

Oui, l'ENFIP a cinq autres établissements, notamment à Clermont-Ferrand et Noisy-le-Grand, deux sites qui forment également les inspecteurs. On s'intègre dans un réseau de 35 écoles : 34 qui forment les agents et cadres



© LIONEL FAVROT

de la fonction publique en France et une école partenaire au Québec. C'est en Auvergne-Rhône-Alpes où nous sommes les plus présents avec l'INTEFP qui forme les Inspecteurs du Travail et VetAgro Sup (1) à Marcy-l'Étoile, l'école des Commissaires de police à Saint-Didier-au-Mont-d'Or ou encore l'EN3S pour la Sécurité sociale à Saint-Etienne.

Le bac suffit pour entrer à l'ENFIP Lyon?

Oui, mais on constate que de plus en plus de candidats se présentent avec un BAC+3. Il s'agit de formations rémunérées, à partir de 1 600 €/mois.

Qu'apprend-on dans votre école?

Nos enseignements se tournent vers trois domaines. Des enseignements théoriques, des formations qui visent au savoir-être dans la manière de s'adresser aux usagers avec des mises en situation pendant toute la scolarité et à la capacité de savoir travailler avec les autres. L'objectif ce n'est pas d'être simplement brillant pour soi-même, mais brillant dans un collectif. L'école a aussi la responsabilité de la formation continue de nos 95 000 agents avec des opérations de remise à niveau, notamment les soft skills de plus en plus recherchées dans l'exercice des métiers.

Les concours d'entrée à la fonction publique étaient à une époque pris d'assaut. Aujourd'hui, on évoque plutôt une crise des vocations. Où en est l'ENFIP?

Les besoins en termes de recrutement de la fonction publique ont été très élevés au cours de ces dernières années, suite au renouvellement générationnel. On a connu une chute brutale des candidatures à partir des années 2007-2008, renforcée par les années COVID. D'où la prise de conscience de la nécessité d'avoir une politique particulièrement active et volontariste en termes d'attractivité. En 2024, les cinq établissements de l'ENFIP, dont celui-ci à Lyon, ont accueilli plus de 5 300 personnes en formation initiale. Un chiffre considérable.

Comment avez-vous rebondi?

On a créé un site internet dédié "Rejoindre les finances publiques" (2) et on anime notre présence sur les réseaux sociaux. Parmi nos autres actions : des classes Prépa Talent pour aider à préparer nos concours. Ce qui nous a permis d'inverser cette tendance tant au niveau des concours avec 50 000 candidatures en 2024 que des postes de contractuels avec 70 000 candidatures. A la différence d'autres administrations, nous n'avons pas échoué à pourvoir nos emplois. C'est un fait notable qui suscite l'admiration des autres écoles du réseau qui en sont encore à constater la décrue.

La fonction publique des Impôts est plus attractive que les autres?

Selon différentes études, l'image du fonctionnaire ne fait plus forcément rêver contrairement à une époque où la fonction publique était recherchée pour la garantie de l'emploi. Les jeunes d'aujourd'hui ne veulent pas forcément garder le même emploi toute leur vie. Il faut donc leur montrer la diversité des métiers pour qu'ils soient conscients qu'ils ne seront pas enfermés dans un poste ou une spécialité jusqu'à la retraite.

Quels sont ces différents métiers?

Aux Impôts, nous avons 51 métiers! On résume souvent les impôts au contrôle fiscal, ce qui est une double injustice car nous sommes aussi une administration de services et pas que de contrôle. Nous tenons les comptabilités

"Aux Impôts, nous avons 51 métiers!
(...) On recrute dans des services très variés: formation professionnelle, ressources humaines, informatique, commissaire aux ventes, topographe..."



des services publics, les registres fonciers, le cadastre, les Domaines, tout l'accompagnement des collectivités territoriales.

Quels sont les postes proposés?

On recrute dans des services très variés : formation professionnelle, ressources humaines, informatique, commissaire aux ventes pour la mise aux enchères des matériels réformés ou des biens mal acquis qui ont été saisis, topographe... Il y a moins de deux ans, nous avons mis en

“Même s'il y a une reconcentration avec des services à compétences nationales et qu'on n'est plus dans la dispersion qu'on a pu connaître il y a une vingtaine d'années, on reste sans doute l'administration physiquement la plus présente sur l'ensemble du territoire”

ordinateur toute la journée. On a aujourd'hui des formateurs qui vont dans les collèges pour présenter nos métiers et nos valeurs. C'est très interactif. Nos formateurs reviennent ravis de ces échanges avec ces jeunes, même si leur langage est parfois un peu cru. Plus tôt, on se fait connaître des jeunes, plus on aura de nouvelles vocations !

Les contractuels sont une solution de secours ?

Non. C'est aussi une sorte de découverte de la fonction publique. Près d'un tiers de ces contractuels passe ensuite des concours pour entrer dans la fonction publique. De-

place, en liaison avec Google d'ailleurs, un système de repérage des piscines non déclarées. Et le grand chantier de la facturation électronique va demander des compétences en informatique, en exploitation de la DATA, en intelligence artificielle.

Pourquoi cette diversité est-elle mal connue ?

Parce qu'il y a ce cliché du fonctionnaire assis derrière son

puis maintenant cinq ans, nous avons beaucoup accéléré l'embauche de contractuels, notamment par France Travail. Nous embauchons en moyenne un contractuel pour trois fonctionnaires sortis des concours.

D'autres freins à l'entrée dans la fonction publique ?

La mobilité. Traditionnellement, les fonctionnaires changent régulièrement de région, ce qui peut dissuader les générations d'aujourd'hui. C'est surprenant pour la génération Erasmus qui a pu partir en Europe au cours de ses études.

Des pistes de réformes ?

Actuellement, on organise des concours nationaux, peut-être faut-il passer à des concours régionaux. A titre d'expérimentation, on va proposer des concours nationaux à affectation locale. Le concours est identique pour tout le monde, mais à l'inscription, le candidat peut exprimer sa préférence pour sa région d'affectation. Mais il y a forcément des jeunes qui vont avoir des premières affectations éloignées de leur base. Exemple : la Nièvre est démographiquement déficitaire et les jeunes n'y restent pas. Ils vont vers Clermont-Ferrand, Bourges, Dijon, voire Paris. On doit pourvoir à ce désemploi.

D'où viennent les fonctionnaires actuellement ?

Historiquement, de l'Ouest, du Nord et un peu du Sud-Ouest. Au contraire, peu viennent du Sud-Est et encore moins de l'Est. Ces tendances restent d'actualité. On a



© LIONEL FAVROT

peu de candidatures dans les pays frontaliers, sans doute du fait de l'attractivité des pays limitrophes. Ce qui crée une dissymétrie car nos services publics doivent être partout.

Avez-vous des personnes en reconversion professionnelle qui se présentent à vos concours ?

Oui. A une époque, la moyenne d'âge de nos stagiaires était de 25-26 ans et aujourd'hui on est à 35-36 ans. Ce qui s'explique par notre politique de promotion sociale en interne avec une ouverture à des personnes venues d'autres services. On a donc des groupes intergénérationnels et très hétérogènes en formation. Ce qui permet de s'appuyer sur l'expérience des uns et des autres. Pour faciliter leur venue, on dispose à Clermont-Ferrand de 700 logements, dont 150 plutôt réservés aux familles. Et même une crèche.

Les Impôts n'apparaissent pas forcément comme la fonction publique la plus "ouverte" d'état d'esprit !

On organise aussi des échanges entre écoles de la fonction publique pour décloisonner les ministères. Exemple: on a cette année 250 élèves venus des sapeurs-pompiers, de la police, des écoles vétérinaires et des IRA qui vont travailler une semaine sur une thématique commune. Ces cinq corps de métiers vont nous livrer des éléments concrets à mettre en œuvre sur le terrain. Cette année, il y a deux thèmes: la culture et l'accès à la citoyenneté ainsi que la résilience des services publics face aux catastrophes naturelles.

Vos élèves d'aujourd'hui connaissent-ils les exigences de la fonction publique ?

Question sensible ! Pour reprendre une image: la lune s'est éloignée de la Terre. On a énormément de jeunes et de moins jeunes qui situent mal l'Etat, les pouvoirs publics et la nécessité de l'impôt. Les externes qui découvrent notre maison, ont des séances d'apprentissage de nos valeurs et de nos spécificités. Quel que soit le cursus suivi, même niveau Master, on est obligés de rappeler ces fondamentaux.

D'autres réflexions en cours ?

France Stratégies a publié un rapport sur l'attractivité des fonctions publiques qui permet de s'interroger sur la place

du numérique dans nos écoles, le niveau de rémunération au premier emploi, la formation en cours de carrière, la mobilité d'une fonction publique à l'autre... On s'adresse à 45 millions de personnes. Même s'il y a une reconcentration avec des services à compétences nationales et qu'on n'est plus dans la dispersion qu'on a pu connaître il y a une vingtaine d'années, on reste sans doute l'administration physiquement la plus présente sur l'ensemble du territoire. Y compris par des présences via des points France Service où on peut détacher ponctuellement des fonctionnaires.

Maud Desmier, enseignante et chargée de communication, Sandrine Alix, directrice de l'ENFIP, Yannick Girault, directeur national de l'ENFIP, et Elodie Freydier, déléguée générale du Réseau des écoles de service public.



© LIONEL FAROT

Des associations se plaignent que l'administration ne soit plus accessible que par le numérique contrairement à la réglementation qui lui impose de proposer une alternative physique...

Nous orientons l'information vers le numérique mais sans se restreindre à ce canal. L'exemple de la procédure de déclaration des biens immobiliers, pour qui seule la procédure en ligne a été portée au départ, a été une source d'incompréhension. Des propriétaires fonciers, pas tous jeunes et pas tous habiles avec les services en ligne, ne nous ont pas reconnus dans cette démarche. Notre ADN, même s'il y a pu avoir des exceptions et des échecs, est encore d'être partout sur les territoires. Ce qui nous oblige en termes de formation.

(1)VétAgro Sup est née en 2010 de la fusion de l'École nationale vétérinaire de Lyon, de l'École nationale d'ingénieurs des travaux agricoles de Clermont-Ferrand et de l'École nationale des services vétérinaires.

(2)<https://rejoindrelesfinancespubliques.economie.gouv.fr/>

Ecole de production des menuisiers dans le Forez



L'école de production de la Plane a ouvert à Montbrison en septembre 2025. Son objectif : former des jeunes au métier de menuisier sous l'impulsion des entreprises du territoire. Toujours avec cette pédagogie spécifique du « Faire pour apprendre ». Entretien avec sa directrice, Virginie Zantedeschi.

Par Maud Guillot

Pourquoi avoir créé cette école de production ?

Virginie Zantedeschi : Cette école est née à l'initiative d'un menuisier du territoire. Les compétences des apprentis qu'il encadrerait ne correspondaient pas à ses attentes. Les jeunes diplômés qu'il recrutait n'étaient pas suffisamment opérationnels. Par ailleurs, il a constaté que d'autres entreprises du secteur faisaient face aux mêmes difficultés. Il s'est donc renseigné sur les écoles de production.

Que reprochait-il aux formations existantes ?

De ne pas être assez tournées vers la pratique. Les jeunes en CAP classique n'ont que 8 heures d'atelier par semaine contre 24 heures dans notre école de production. L'idée n'est pas d'opposer les parcours mais nous proposons une pédagogie différente basée sur le « Faire pour apprendre ». Les jeunes acquièrent un savoir-faire professionnel en honorant de réelles commandes de clients. Ce modèle est unique en son genre. Je pense que nos élèves sont aussi différents au niveau du savoir-être.

Qu'est-ce qui fait la différence sur le savoir-être ?

Je pense que nous leur transmettons une rigueur au travail et nous leur imposons une exigence qui leur permet de reprendre confiance en eux, alors que des formations plus « classiques » sont subies par défaut. Chez nous, les apprentissages sont plus concrets. Les jeunes sont confrontés à des clients réels. Si la pièce n'est pas bonne, ils doivent recommencer car elle est payée. Ils sont ainsi responsabilisés, avec des objectifs précis.

Sélectionnez-vous les élèves à l'entrée ?

Pas du tout. Il n'y a aucune sélection, sauf sur la motivation. Tous les élèves, à partir de 15 ans, ont leur place chez nous. On ne regarde même pas les bulletins scolaires. Nous accueillons donc pas mal de « décrocheurs ». Certains de nos élèves n'allaitent plus à l'école ou étaient un peu « agités » au collège. C'est pour cette raison notamment que la communauté d'agglomération Loire Forez a soutenu ce projet.

Combien comptez-vous d'élèves ?

Nous avions 11 jeunes à la rentrée. L'un d'eux a abandonné. Nous avons actuellement un jeune en stage jusqu'à fin novembre pour valider son choix. Mais c'est un plaisir de voir qu'ils s'épanouissent et retrouvent le goût d'apprendre ! Ils ne sont quasiment pas absents ou alors pour de vraies raisons.

A quoi les formez-vous ?

Au CAP Menuisier Fabricant, évidemment reconnu par l'Education Nationale.

Mais ce diplôme impose un minimum d'heures en matières générales...

Oui, notre école est privée hors contrat. Nous devons donc respecter des volumes horaires

mais en nous organisant comme nous le souhaitons. Nos élèves ne bénéficient pas de toutes les vacances scolaires par exemple. Par ailleurs, les matières générales, en français comme en maths, sont toujours en lien avec le métier, à savoir le bois.

Combien d'entreprises avez-vous associées à ce projet ?

25 entreprises du territoire sont impliquées. Des PME, comme des menuiseries de petite taille ou des artisans du Forez. Ils sont agenceurs spécialisés dans les fenêtres, ou polyvalents. Ce sont eux qui passent ou vont passer des commandes à l'école, assurant une partie de son financement.

Comment financez-vous votre école ?

Un tiers vient de subventions publiques Etat ou région, un tiers de subventions privées du type mécénat et fondations. Et un tiers provient justement du chiffre d'affaires généré par la production des élèves.

Combien coûte votre formation à l'élève ?

C'est gratuit pour l'élève. En revanche, nous n'avons pas d'internat ni de self. La formation est donc avant tout dédiée aux jeunes du territoire. L'école est pour l'instant dans des installations modulaires. Loire Forez Agglomération est en train de construire notre bâtiment définitif. Il sera prêt à la rentrée 2027.

Combien votre école pourrait-elle compter d'élèves à terme ?

Nous allons chaque année monter en charge. Nous allons intégrer 12 nouveaux élèves en première année en sep-



“L'école dispose de machines traditionnelles et numériques. Le but est de les faire apprendre sur les outils qui existent dans leur secteur. Les entreprises sont des relais intéressants à ce titre”

Dans notre étude de marché, nous avons enregistré 200 offres d'emplois non pourvues dans la Loire. La demande est forte. La pyramide des âges est aussi favorable avec des départs à la retraite à venir.

Mais vous ne craignez pas que ces métiers évoluent avec le numérique...

L'école dispose de machines traditionnelles et numériques. Le but est vraiment de les faire apprendre sur les outils qui existent dans leur secteur. Les entreprises sont

tembre 2026 et ainsi de suite, jusqu'à 48 élèves. Nous ne proposerons pas le Bac Pro, pour ne pas concurrencer d'autres formations bien présentes sur le territoire, mais plutôt un autre CAP, celui d'ébéniste, là encore en lien avec des entreprises du secteur.

Etes-vous sûre de trouver des débouchés à tous ces jeunes ?

des relais intéressants à ce titre. Elles témoignent des mutations en cours.

Combien votre école compte-t-elle de salariés ?

Quatre salariés dont deux maîtres professionnels. Nous avons mis six mois à les recruter car ce sont des profils techniques mais aussi humains. Nous sommes vraiment très satisfaits. Nous sommes fiers d'avoir réussi cette ouverture après trois ans de préparation. ■



©DR

L'école de production de la Plane dispense ses formations sur des machines identiques à celles utilisées par les entreprises. Un nouveau bâtiment est en construction.

MAG2LYON et ses hors-séries

NE MANQUEZ PAS UN NUMÉRO !



Mag2 Lyon
11 numéros par an

Le magazine
indépendant
de la région
lyonnaise

ENTREPRISES LEADERS ET TENDANCES



Le Guide économique
Auvergne Rhône-Alpes

DES IDÉES TRÈS NATURE



Autour de Lyon
Randonnées et activités

ANCIENS NUMÉROS

Paiement de
l'abonnement
et commande
en ligne
des anciens
numéros
également
disponibles sur
www.mag2lyon.fr

AGIR AUTREMENT POUR UN MONDE DURABLE



Économie Sociale
& Solidaire



Le Guide du
Développement Durable

Bulletin à remplir et à retourner à Mag2 Lyon - 28 avenue Général de Gaulle - 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon

FORMULE ACTU

**Abonnement
d'un an à Mag2 Lyon**

-28 %

39€
au lieu de
53,90 €

FORMULE LEADERS

Abonnement d'un an à Mag2 Lyon
+ Le Guide Économique
Auvergne-Rhône-Alpes Édition 2025
(à paraître)

**44€
,90**
au lieu de
63,80 €

Les éditions 2024 des hors séries sont encore disponibles
au prix de 5,90 € sauf le Guide Économique (8,90 €).
Offre valable jusqu'en juillet 2026 en France métropolitaine.

Mes coordonnées :

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

E-mail : _____

Téléphone : _____

Je règle par chèque _____ € à l'ordre de Mag2 Lyon (case à cocher)

FORMULE 100% RÉGIONALE À LA CARTE

Abonnement d'un an à Mag2 Lyon

+ Hors-séries annuels Case(s) à cocher ci-dessous :

Guide économique Auvergne-Rhône-Alpes 2025 (à paraître)

Autour de Lyon Édition 2025

Économie Sociale & Solidaire Novembre 2025

Le Guide du Développement Durable Édition 2025

+ 1 hors-série 44,90 €

+ 2 hors-séries 46,90 €

+ 3 hors-séries 49,90 €

+ 4 hors-séries **-27 %** 59,00 €

Mise en conformité RGPD :

Mag2 Lyon collecte les données personnelles ci-contre pour servir votre abonnement et vous contacter en cas de problème. Ces données sont limitées à nom/prénom, adresse, mail, téléphone. Elles ne sont en aucun cas transmises à des tiers (sauf l'adresse au routeur assurant l'envoi de l'abonnement). Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression en nous en faisant la demande à m.guillot@mag2lyon.com.

J'ai compris et j'accepte (case à cocher)

Signature : _____



oreka.auvergnerhonealpes-orientation.fr

O'rêka, le site pour construire votre avenir !

Collégiens, lycéens Étudiants Parents En recherche d'emploi ou en activité

métiers formation emploi

O'rêka, ma région, mon orientation
en Auvergne-Rhône-Alpes

oreka.auvergnerhonealpes-orientation.fr